

# **PREFECTURE DU GARD**

**30000 - Nîmes**

## **Relocalisation et Modernisation du Centre Opérationnel Départemental du Gard**



**C.C.T.P.**

**Lot N°01 DESAMIA NTAGE**

EMETTEUR	PHASE	DATE	PAGE
EIBAT	DCE 2	février 2025	1/12

## Sommaire

<b>1 PRESCRIPTIONS GENERALES</b>	<b>3</b>
1 1 CONSISTANCE DES TRAVAUX	3
1 2 TEXTES DE REFERENCES	3
1 3 CONNAISSANCE DES LIEUX	3
1 4 COMPLEMENTARITE DES PIECES GRAPHIQUES / PIECES ECRITES	3
1 5 TRAVAUX EN MILIEU OCCUPE	4
1 6 NETTOYAGE DE CHANTIER	4
1 7 ARCHITECTES BATIMENTS DE FRANCE	4
1 8 BUREAU DE CONTROLE	4
1 9 CARACTERE FORFAITAIRE DU MARCHE	5
1 10 SECURITE ET PROPRETE	5
1 11 RAPPORT AVEC LES ADMINISTRATIONS ET SERVICES	5
1 12 MOYENS ET MATERIELS	5
<b>2 PRESCRIPTION TECHNIQUES PARTICULIERES</b>	<b>7</b>
2 1 QUALIFICATIONS DES ENTREPRISES ET SOUS TRAITANCE	7
2 2 DIAGNOSTICS DE MATERIAUX AMIANTIFERES	7
2 3 DOCUMENT A REMETTRE A L'OFFRE DE PRIX	7
2 4 BORDEREAU DE SUIVI DES DECHETS	7
<b>3 DESCRIPTIF DES OUVRAGES</b>	<b>8</b>
<b>3.1 DESAMANTAGE</b>	<b>8</b>
<b>3.1.1 TRAVAUX PREPARATOIRES</b>	<b>8</b>
3.1.1 1 PLAN DE RETRAIT	8
3.1.1 2 INSTALLATION DE CHANTIER DE POLLUTION	8
3.1.1 3 CONFINEMENT	9
3.1.1 4 ANALYSES ET MESURES D'EMPOUSSIEREMENT	9
<b>3.1.2 TRAVAUX DE DESAMANTAGE</b>	<b>10</b>
3.1.2 1 DEPOSE DES MENUISERIES EXTERIEURES	10
3.1.2 2 GESTIONS DES DECHETS	10
<b>3.1.3 TRAVAUX DE RESTITUTION</b>	<b>10</b>
3.1.3 1 NETTOYAGE	10
3.1.3 2 TEST DE RESTITUTION	11
3.1.3 3 RAPPORT FINAL D'INTERVENTION	11
<b>PSE - Menuiseries Bureaux</b>	<b>12</b>
<b>4 DESCRIPTIF DES OUVRAGES</b>	<b>12</b>
<b>4.1 DESAMANTAGE</b>	<b>12</b>
<b>4.1.1 TRAVAUX DE DESAMANTAGE</b>	<b>12</b>
4.1.1 1 DEPOSE DES MENUISERIES EXTERIEURES	12
4.1.1 2 GESTIONS DES DECHETS	12

## 1 **PRESCRIPTIONS GENERALES**

### 1 1 **CONSISTANCE DES TRAVAUX**

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de définir l'ensemble des prestations et leurs modes d'exécution incombant au présent lot et prestations nécessaires à la parfaite finition des travaux relatifs au travaux à la Relocalisation et Modernisation du Centre Opérationnel Départemental du Gard.

#### • Lot Désamiantage

Les travaux afférents au présent lot comprennent, énumérés non limitativement :

- Le désamiantage des produits ou matériaux contenant de l'amiante
- L'évacuation des déchets en déchèterie spécialisé.

Ces ouvrages seront exécutés conformément aux plans et CCTP et comprennent toutes les sujétions nécessaires à un complet et parfait achèvement des travaux.

### 1 2 **TEXTES DE REFERENCES**

Les matériaux mis en œuvre et l'exécution des ouvrages devront être conformes aux règles de l'art et aux documents normatifs : normes, lois, décrets, circulaires, etc... en vigueur à la date du marché.

Les ouvrages seront exécutés en conformité avec l'ensemble des règles professionnelles applicables, et notamment :

- Les Règles de l'Art
- Les Normes Françaises (NF) et Européennes (EN) homologuées
- Documents Techniques Unifiés (DTU), avec additifs et annexes
- Règles professionnelles
- Normes techniques
- Avis Techniques du CSTB
- REEF
- Réglementation Acoustique NRA
- Etc... Liste non exhaustive

Les matériaux utilisés seront conformes aux normes françaises et européennes applicables à ceux-ci, avec notamment :

- Matériau avec marquage NF et CE
- Titulaire d'un Procès Verbal d'essai en cours de validité
- Labels, classements et autres suivant typologie des ouvrages

Le marquage CE, étant de nature réglementaire et obligatoire pour les produits de construction, n'est pas systématiquement rappelé au sein du présent CCTP.

Il ne sera toléré aucune dérogation aux règles édictées, et le fait, par l'entrepreneur de ne pas s'y conformer, strictement, entraînera le refus systématique par la Maîtrise d'Œuvre des ouvrages non conformes.

L'entrepreneur assumera l'ensemble des frais engendrés consécutifs à des prestations non conformes.

### 1 3 **CONNAISSANCE DES LIEUX**

L'entrepreneur est réputé avoir effectué une visite complète du site et des lieux, afin de se rendre compte de visu de la nature exacte des travaux qu'ils auront à exécuter et ce, afin de prévoir dans leur prix toutes les incidences financières particulières découlant d'une exécution de travaux dans le cadre du présent projet.

L'entrepreneur ne saurait se prévaloir, postérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante des lieux, sites, limites et terrains d'implantation des ouvrages, état des supports, non plus que tous les éléments locaux, tels que : nature des sols, moyens d'accès, conditions climatiques, manques d'informations et sujétions diverses en relation avec l'exécution de ses travaux.

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires quant à l'organisation pour la réalisation des travaux (livraison, moyens de levage, stockage, phasage, ...).

En aucun cas l'entreprise ne pourra arguer d'une méconnaissance des lieux pour se soustraire à ses obligations, ou réclamer des suppléments de prix.

### 1 4 **COMPLEMENTARITE DES PIECES GRAPHIQUES / PIECES ECRITES**

Les côtes du projet sont à vérifier sur place pour chaque lot et chaque surface.

Les pièces graphiques sont complémentaires du Cahier des Clauses Techniques Particulières. Les ouvrages définis par les pièces graphiques et qui ne seraient pas décrits dans le CCTP font parties intégrante des travaux et sont dûs,

...Suite de "1 4 COMPLEMENTARITE DES PIECES GRAPHIQUES / PIECES ECR..."  
pour chaque lot, en rapport avec la nature de l'ouvrage considéré.

Les entreprises sont réputées avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces concernant les autres lots et contribuent à la définition complète des ouvrages.

## **1 5 TRAVAUX EN MILIEU OCCUPE**

Les travaux réalisés se déroulent en milieu occupé. De ce fait, l'entreprise devra veiller à ce que ses modalités d'intervention garantissent le niveau minimum de gêne aux résidents.

C'est pourquoi, tout comme le maître d'Ouvrage demande aux occupants de tout mettre en œuvre pour faciliter le déroulement des travaux et le travail des entreprises, il demande aux entreprises de suivre les procédures et consignes ci après :

- 1- Respect des délais et coordination des interventions**
- 2- Règles de sécurité et d'hygiène**
- 3- Respect de l'intervention en milieu habité**
- 4- Limitation des nuisances sonores lors des interventions**
- 5- Utilisation de matériel électroportatif pour la réalisation des travaux**
- 6 - Horaires de travail entre 8h00 et 17h00.**
- 7 - Affichage avant intervention dans les parties communes**

Les entreprises devront respecter les zones dédiées au chantier et sous aucun prétexte ne rendre dans des zones non autorisées.

**Tout dommage causé aux mobiliers et équipements sera mis à la charge du titulaire.**

## **1 6 NETTOYAGE DE CHANTIER**

L'entreprise devra assurer avec le plus grand soin le nettoyage quotidien des locaux ou zones qu'elle occupe, au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux, ainsi que l'enlèvement et l'évacuation de ses gravats, emballages, etc... à toute distance, compris frais de décharges.

Elles doivent également l'enlèvement des protections de ses ouvrages après accord de la Maîtrise d'Œuvre.

L'entrepreneur tiendra compte dans ses prix des nettoyages successifs après exécution de ses ouvrages. Il ne pourra prétendre à quelque plus-value que ce soit pour ces travaux de nettoyage.

**La propreté du chantier qui EST L'AFFAIRE DE TOUS, DANS L'INTÉRÊT DE TOUS, doit être maintenue de façon constante.**

Le Maître d'œuvre et/ou l'O.P.C. se réserve le droit, en cas de non exécution de cette prescription après un préavis de 48h consigné au compte rendu de chantier, de faire effectuer les nettoyages correspondants autant de fois qu'il est nécessaire par les corps d'état incriminés. Si ceux-ci ne peuvent être déterminés avec certitude ou si les prestations ne sont pas effectuées, le Maître d'œuvre et/ou l'O.P.C. charge une entreprise de nettoyage spécialisée de son choix d'effectuer ces nettoyages et les frais correspondants sont imputés suivant arbitrages du Maître d'œuvre et/ou l'O.P.C.

La répartition de ces frais, établie par le Maître d'œuvre ou par l'O.P.C. est sans appel et est consignée au compte rendu de chantier.

## **1 7 ARCHITECTES BATIMENTS DE FRANCE**

Le projet se trouve sur la commune de Nîmes au 10 rue FEUCHERRES.

Il est rappelé à l'entreprise que le projet se situe dans le périmètre de protection autour des immeubles protégés et est donc soumis à l'avis des Architectes Bâtiments de France.

**Tous matériaux et équipements mis en œuvre et visibles depuis l'extérieur, devront avoir reçu préalablement la validation du Maître d'Œuvre et de l'Architecte des Bâtiments de France.**

## **1 8 BUREAU DE CONTROLE**

Le Maître d'Ouvrage confie une mission de contrôle à un organisme agréé. L'entrepreneur devra fournir toutes leurs études, notes de calculs, plans détaillés, prototypes, fiches techniques pendant la période de préparation sauf stipulation contraire dans le CCTP, pour approbation.

L'entrepreneur est tenu de respecter les observations du Bureau de contrôle et de présenter le cas échéant, des études, plans rectifiés, fiches techniques dans les meilleurs délais et sans que cela ne puisse influencer sur les délais d'intervention. En cours de chantier, l'entrepreneur devra respecter scrupuleusement les éventuelles observations du

...Suite de "1 8 BUREAU DE CONTROLE..."

Bureau de contrôle pour réaliser ses travaux.

Aucune augmentation des prix ou Marché de l'entreprise ne sera accordée pour la réalisation des travaux complémentaires pour une mise en conformité.

**1 9 CARACTERE FORFAITAIRE DU MARCHE**

L'entreprise sera réputé connaître parfaitement les lieux et ne pourra en aucun cas revenir sur le caractère forfaitaire de son offre en prétextant des imperfections et omissions dans la description des ouvrages et ce qu'elle que soit la nature des terrains, des ouvrages et objets rencontrés pendant les travaux de démolitions ou dans les fouilles.

Il obtiendra l'accord préalable du Maître d'œuvre et au Coordonnateur CSPS sur les travaux prévus et les modes opératoires chaque fois que les démolitions mettront en cause de constructions mitoyennes à conserver.

**1 10 SECURITE ET PROPRETE**

L'entrepreneur prendra toutes mesures de prévention nécessaires pour assurer la sécurité des personnes travaillant sur le chantier, le respect du règlement de la Ville en matière de circulation et de propreté, les biens et l'intégrité des propriétés voisines.

Il apportera une attention toute particulière à garder les voies publiques dans un parfait état de propreté. Un nettoyage journalier des voies et abords sera réalisé par l'entreprise.

L'entrepreneur sera responsable des dégradations apportées aux réseaux et chaussées, tant à l'intérieur de la zone que sur les voies publiques, du fait de ses travaux et mouvements d'engins et devra, le cas échéant, en assurer la réfection à ses frais.

Le chantier se déroulant au milieu de bâtiment occupés, l'entreprise prendra un soin tout particulier à baliser et à sécuriser le chantier afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

Elle ne pourra en aucune manière déroger aux cheminements qui seront fixés afin d'évacuer les gravois des différentes démolitions.

**1 11 RAPPORT AVEC LES ADMINISTRATIONS ET SERVICES**

Avant tout commencement d'exécution des travaux, l'entrepreneur devra se mettre en rapport avec les services municipaux, administrations, concessionnaires de réseaux.

En outre, pour des travaux à effectuer à proximité de lignes électriques, l'entrepreneur devra effectuer auprès des services locaux de distribution d'énergie, les déclarations prévues par la réglementation en vigueur, dans les délais prescrit avant le début des travaux.

Aucun raccordement ou travaux ne pourra être exécuté sans l'accord du service responsable.

En cas de dommages causés à un réseau ou ouvrage existant, l'entrepreneur doit informer l'exploitant du réseau et en rendre compte au Maître d'œuvre.

Il aura à ses frais toutes interventions nécessaires à la remise en état ( y compris le remplacement par des produits neufs de même qualité ) des ouvrages endommagés ou détruits.

**1 12 MOYENS ET MATERIELS**

L'entrepreneur à la responsabilité du choix des moyens employés ou proposés pour assurer l'obtention des résultats imposés.

L'entrepreneur devra donc compléter par ses connaissances, les documents contenus dans le dossier de consultation. Il restera donc seul juge en dernier ressort des solutions à adopter pour répondre aux besoins exprimés, sous réserve des précautions à prendre en ce qui concerne la sécurité des tiers et la protection de l'environnement.

En ce qui concerne les nuisances, la puissance des moteurs et appareils devra être étudiée de manière à limiter au maximum les bruits conformément à la législation en vigueur.

L'emploi des explosifs est formellement interdit.

L'entreprise tiendra un cahier journalier de chantier sur lequel figureront l'avancement du chantier et tous les autres renseignements qui pourraient permettre une analyse ultérieure des événements du chantier.

L'entreprise, selon l'arrêté municipal relatif aux travaux devra se soumettre aux exigences émises dans ce document y

**Relocalisation et Modernisation du Centre Opérationnel Départemental du Gard**  
**Lot N°01 DESAMIA NTAGE**

*...Suite de "1 12 MOYENS ET MATERIELS..."*

compris aide au pilotage manuel si nécessaire.

## 2 **PRESCRIPTION TECHNIQUES PARTICULIERES**

### 2 1 **QUALIFICATIONS DES ENTREPRISES ET SOUS TRAITANCE**

L'entreprise doit justifier à l'appui de son offre, d'être en possession d'une assurance responsabilité civile, de sa capacité à réaliser des travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante comme définit dans le décret 2012-639 du 4 Mai 2012 et dans les arrêtés du 12 Aout et suivant la norme NF X46-010.

L'entreprise devra avoir la Qualification Qualibat 1552 - Traitement de l'amiante et plomb.

**Nota :** Les travaux devront être réalisés ( avec justification à apporter par l'entrepreneur, y compris justification de la qualification de l'entreprise ), soit avec une qualification SS3, soit avec la qualification de son personnel comme encadrant et opérateurs SS4 avec la justification d'un mode opératoire incluant une méthodologie de palettisation et d'un transport en centre de traitement habilité ( HDR ).

### 2 2 **DIAGNOSTICS DE MATERIAUX AMIANTIFERES**

L'entreprise devra prendre connaissance du rapport AMIANTE établie par INKA n° de dossier D24040433, joint au présent dossier de consultation.

### 2 3 **DOCUMENT A REMETTRE A L'OFFRE DE PRIX**

L'entreprise devra, à l'appui de son offre, fournir par phase les documents suivants :

- Un mémoire mentionnant :
  - Les opérations de dépose de matériaux amiantés.
  - Les moyens matériels et humains prévus pour l'exécution des travaux.
  - La méthodologie prévue pour les déposes et décontamination.
  - Les moyens envisagés pour le tri, la collecte, la manutention et l'évacuation des déchets.
  - La liste des décharges spécialisées et agréées pour l'acheminement des déchets.
  - La description des installations d'isolement y compris accès.
  - Les travaux annexes et connexes.
- Une notice concernant les contrôles obligatoires à réaliser et leur périodicité.
- Une assurance responsabilité civile et certificat de capacité à réaliser des travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante.

### 2 4 **BORDEREAU DE SUIVI DES DECHETS**

L'entreprise est responsable de la gestion de ses déchets de chantier à partir du moment où ils sont produits. A ce titre, elle s'assure que les sous-traitants intervenants sur le chantier soient formés et respectent les modalités de tri sélectif mis en place et elle vérifie le suivi des déchets avec les bordereaux de suivi des déchets adéquats.

Ainsi, à chaque évacuation de benne, les bordereaux de suivi des déchets industriels spéciaux (DIS), et les bordereaux de suivi des déchets sont renseignés et remis au prestataire chargé de leur enlèvement. Un double est conservé et consigné sur le chantier.

Lorsque les bordereaux sont complétés par le collecteur - transporteur et l'éliminateur, ils sont retournés à l'entreprise et archivés sur le chantier pour être consultables par la Maîtrise d'œuvre.

L'entreprise doit veiller à ce que ces bordereaux soient remplis correctement. Ces bordereaux devront être intégralement complétés, de manière à connaître précisément les informations suivantes :

- Les coordonnées de l'émetteur du bordereau et celles de l'installation de destination.
- La dénomination du déchet, le type de conditionnement et la quantité précise (tonnes).
- Les coordonnées du négociant le cas échéant.
- Les coordonnées du collecteur/Transporteur ainsi que celles de l'installation de destination
- Le type d'opération réalisée sur les déchets (valorisation, stockage...)
- Les coordonnées de l'installation ultérieure prévue

### 3 **DESCRIPTIF DES OUVRAGES**

#### 3.1 **DESAMANTAGE**

##### 3.1.1 **TRAVAUX PREPARATOIRES**

Le **diagnostic " amiante "** des existants concernant les constructions à démolir et les zones d'intervention pour l'aménagement dans le bâti conservé, étant réalisé et joint au dossier de consultation avant travaux, l'entreprise en tiendra compte pour étude et chiffrage de cette intervention.

L'Entrepreneur devra tous les travaux de sa profession nécessaires au parfait achèvement des prestations de désamiantage et laisser les lieux dans un état d'utilisation ultérieure pour la réalisation des travaux d'aménagement du chantier.

##### 3.1.1 1 **PLAN DE RETRAIT**

Dès notification du marché, l'Entrepreneur retenu établira son plan de retrait et le diffusera auprès des organismes officiels de prévention :

- l'Inspection du travail en charge du secteur des travaux,
- le service de prévention des risques de la CARSAT (Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail),
- l'OPPBTP (Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics),
- la Médecine du travail en charge du suivi médical des salariés de l'entreprise de travaux.

Le plan de retrait sera également diffusé aux intervenants concernés par la réalisation des travaux comme le coordonnateur SPS, le maître d'œuvre, les organismes de contrôle et le maître d'ouvrage.

La rédaction du plan de retrait est de la responsabilité de l'entreprise de travaux qui doit exposer au sein de ce document la méthodologie d'intervention de façon spécifique, en y intégrant une évaluation exhaustive des risques susceptibles d'être rencontrés pendant les travaux.

Le plan de retrait doit être connu de tout intervenant et tenu à disposition au sein du registre de chantier.

Le délai de minimum 1 mois devra être respecté avant le début des travaux.

Ce dossier comprendra toutes les pièces demandées par la Réglementation concernée. Il comprendra entre autres et de manière non limitative:

- la description des modes opératoires envisagés pour les travaux
- la nature et les caractéristiques des matériels à utiliser
- les instructions particulières à remettre au personnel
- la liste du personnel et ses accréditations, les formations,
- les mesures d'empoussièrtements dans l'environnement du chantier et dans les locaux adjacents,
- la définition des phases d'activités dangereuses et des moyens de prévention particuliers envisagés
- la définition des différentes zones, approche, travail, par localisation :
  - le plan de confinement et son mode opératoire,
  - la mise en place des indications & balisage pour le personnel et le public,
  - interdiction d'accès aux zones de travaux pour le public et les entreprises tierces intervenantes,
  - le confinement des locaux adjacents,
  - occultation des ouvertures,
  - protection des équipements restant sur place dans les logements,
  - récupération et traitement des effluents,
  - mise en place des extracteurs et filtres THE nécessaires,
  - la mise en place des sas d'approche et de la zone de travail,
  - la zone de récupération,
  - la zone de stockage temporaire des déchets, avant évacuation,
- les zones de replis et les zones pour mise en œuvre des équipements de reprises si passage en mode dégradé, par exemple groupe électrogène,...
- définition des points de raccordements pour les utilités, eau, électricité,
- arrêter et consigner les systèmes d'échanges d'air (VMC), occulter les grilles de ventilations, occulter les shunts des chaudières,...
- les moyens de sécurité et de reprise sur mode dégradé,
- l'estimation journalière de la VLEP,

**Nota : L'entreprise devra fournir ses modes opératoires validés et en cours de validité avant la réalisation des travaux.**

##### 3.1.1 2 **INSTALLATION DE CHANTIER DEPOLLUTION**

L'entreprise devra les installations de tous les équipements liés à l'activité de dépollution selon les réglementations en vigueur.

Ces installations de chantier comprennent et de façon non limitative :



...Suite de "3.1.1 2 INSTALLATION DE CHANTIER DE POLLUTION..."

- Bungalow de décontamination
- Signalétique amiante aux abords et accès de chantier
- Fluides (eaux, électricité, ...) pour les installations et travaux de désamiantage

Tous les frais (pose, dépose, raccordement, consommations, entretien, ....) et démarches administratives sont à la charge de l'entreprise titulaire.

Toutes les sujétions, de raccordement, d'entretien, de maintenance, de consommation, de repliement et de dépose en fin de chantier sont à la charge de l'entreprise titulaire et seront conformes à la réglementation en vigueur.

**Nota :** Les UMDA seront au plus près des lieux de décontamination afin d'éviter les nuisances et déplacées suivant phasage des travaux.

### 3.1.1 3 **CONFINEMENT**

La préparation des zones de travail et du confinement des zones d'intervention seront adaptés en fonction des ouvrages contenant de l'amiante, de la nature de l'amiante et de la configuration des locaux.

L'entreprise devra tous les ouvrages et matériels nécessaires à ce confinement (polyane, sas, aspirateur, etc...) suivant la réglementation.

L'entreprise devra assurer le recoupement et l'isolement entre les différentes zones d'intervention ou différents ouvrages amiantés. Elle devra la mise en place d'un film plastique sur la totalité des sols dans la zone de travail. Elle devra aussi la protection de tous les ouvrages, appareils et matériels destinés à être déposés ultérieurement.

Un test au fumigène sera réalisé (contrôle de l'étanchéité de la zone et vérification de l'aérodynamique prévisionnelle) et sera communiqué au SPS.

L'entreprise devra mettre en place sur le confinement un panneau de visualisation en Plexiglas permettant d'observer l'intérieur de la zone sans y pénétrer, autorisant ainsi les personnes habilitées à suivre l'avancement des travaux en toute sécurité.

### 3.1.1 4 **ANALYSES ET MESURES D'EMPOUSSIEREMENT**

Les travaux de désamiantage ne doivent avoir aucun impact sur l'environnement atmosphérique du chantier ou sur les rejets d'eau générés lors des opérations de retrait d'amiante ou de décontamination.

Pour contrôler la maîtrise de ses procédés, l'entreprise devra mettre en place, selon la réglementation, une campagne de prélèvements et d'analyses permettant de garantir une surveillance régulière de ses rejets.

Les différents types d'analyses à effectuer :

- analyses atmosphériques en microscopie électronique à transmission analytique (META) pour l'ensemble des contrôles de l'air et pour les tests libératoires et de restitution.
- analyses des matières en suspension (MES) dans les rejets d'eau.

En dehors des prélèvements et analyses de l'air et de l'eau, l'entreprise procède à des autocontrôles sur les éléments constitutifs des confinements statiques et dynamiques, tels que l'état du confinement, la dépression en zone, les vérifications aérodynamiques par le test au fumigène et des contrôles périodiques, les vérifications des équipements de protection individuelle et collective.

L'ensemble des analyses et contrôles réalisés sont tenus à disposition des organismes de contrôles et des visiteurs au sein du registre de chantier, tenu par le chef de chantier.

Les prélèvements et analyses de chantier sont réalisés par un laboratoire indépendant accrédité par le COFRAC (Comité français d'accréditation des laboratoires, organismes certificateurs et d'inspection).

Le programme d'analyse doit être défini dans la stratégie d'échantillonnage du laboratoire réalisant les mesures selon la norme ISO 16 007. La stratégie doit être communiquée au maître d'œuvre au démarrage du chantier.

Le test libératoire à la charge de l'entreprise est réalisé par un laboratoire indépendant et agréé après l'examen visuel des surfaces traitées. Son résultat conditionne la libération de la zone et ne doit pas dépasser la valeur VLEP réglementaire admise (valeur limite d'exposition professionnelle).

Le test de restitution sera réalisé par l'entreprise pour le compte du Maître d'Ouvrage. Il sera réalisé par un laboratoire indépendant et agréé selon la même méthodologie que le test de libération.

### **3.1.2 TRAVAUX DE DESAMIANPAGE**

La méthodologie pour les travaux réglementaires de désamiantage est laissée libre au choix de l'entreprise. Celle-ci devra joindre à son offre le dossier complet et détaillé de la méthodologie qu'il souhaite réaliser.

Le titulaire du présent lot devra tenir compte du plan de phasage des travaux pour réaliser les travaux de désamiantage.

La localisation des ouvrages à déposer est établie en fonction du rapport de repérage joint au dossier de consultation.

Les matériaux déposés seront collectés dans des sacs plastiques hermétiques étiquetés.

Les travaux ne pourront être réalisés qu'après accord du coordonnateur C.S.P.S. sur la méthodologie du retrait des matériaux.

#### **3.1.2 1 DEPOSE DES MENUISERIES EXTERIEURES**

**Nota** : L'entreprise devra fournir ses modes opératoires validés et en cours de validité avant la réalisation des travaux.

**Localisation :**

*Suivant rapport diagnostic amiante*  
*Menuiseries extérieures.*

#### **3.1.2 2 GESTIONS DES DECHETS**

Trois documents participent à la gestion de l'élimination des déchets contenant de l'amiante :

- la FID : Fiche d'Identification des Déchets,
- Le BSDA : Bordereau de Suivi des Déchets contenant de l'Amiante,
- Le CAP : Certificat d'Acceptation Préalable.

Il sera précisé dans ces documents, la nature des matériaux contenant de l'amiante, le type d'amiante, la nature des autres déchets qui seront éliminés, les volumes et poids des matériaux. Dans les cas où plusieurs filières d'élimination sont retenues pour la même opération, il sera établi un dossier pour chaque centre.

Sont considérés comme déchets amiantés ou contenant du plomb tous les matériaux résultant du retrait des matériaux amiantés ou contenant du plomb, tous les objets non parfaitement décontaminés, les filtres, les combinaisons et masques jetables, les éléments du confinement et les déchets résultant du nettoyage.

Tous les déchets provenant des travaux de désamiantage et déplombage seront évacués par l'entreprise titulaire en décharges spécialisées et agréées au fur et à mesure de l'avancée des travaux.

Les conditions de manutention doivent être prévues et organisées afin d'éliminer les risques liés à leur manipulation.

Le transport des déchets devra être effectué dans le strict respect des textes réglementaires régissant les transports de déchets générateurs de nuisances et le transport de matières dangereuses. Le transporteur devra justifier de son agrément pour ce type de transport.

L'organisation de l'élimination et le transport des déchets incombent à l'entreprise suivant le code de l'environnement (art. L541-2), jusqu'à leur prise en charge par l'installation de stockage.

Le détenteur des matériaux amiantés en a la responsabilité pendant la durée d'exécution de ses prestations.

**Nota** : Les déchets "amiante" seront stockés dans des bennes bâchées indépendantes.

**Nota** : Préalablement à la réalisation des travaux, l'entreprise devra présenter les FID, BSDA, et CAP pour validation par le maître d'ouvrage.

**Nota** : En fin de chantier, L'entreprise remettra l'ensemble des fiches de suivi des déchets et certificats de traitements et de réception en décharges spécialisées et agréées.

### **3.1.3 TRAVAUX DE RESTITUTION**

#### **3.1.3 1 NETTOYAGE**

Le titulaire du présent lot devra effectuer tous les travaux, contrôles, analyses et autres, dans les conditions fixées par la réglementation permettant la réception du chantier.

Tous les locaux de la zone concernée seront nettoyés et restitués afin de permettre les travaux de construction et d'aménagement.

### **3.1.3 2     TEST DE RESTITUTION**

Le test de 2 ème restitution sera réalisé par l'entreprise pour le compte du Maître d'Ouvrage. Il sera réalisé par un laboratoire indépendant et agréé selon la même méthodologie que le test libératoire de 1er restitution.

Les prélèvements et analyses de chantier sont réalisés par un laboratoire indépendant accrédité par le COFRAC (Comité français d'accréditation des laboratoires, organismes certificateurs et d'inspection).

### **3.1.3 3     RAPPORT FINAL D'INTERVENTION**

En fin de chantier, l'entreprise fournira au Maître d'Ouvrage, un dossier récapitulatif d'intervention contenant les éléments qui lui ont été indispensables pour la réalisation des travaux.

Le dossier de fin de chantier contiendra les éléments suivants :

- le plan de retrait diffusé auprès des organismes de prévention accompagné des preuves de réception,
- les échanges avec les organismes de prévention,
- copie de toutes les fiches ou PV des contrôles, mesures, analyses, etc..., effectués pendant toute la durée du chantier et lors de la restitution,
- les particularités de l'opération, le cas échéant,
- copie du registre des contrôles imposés par l'arrêté du 14 mai 1996,
- les fiches de pesage,
- l'autorisation de mise en décharge,
- les certificats de mise en décharge,
- les bordereaux de suivi des déchets.
- Et toutes autres pièces éventuelles concernant le déroulement des travaux.

## 4 **DESCRIPTIF DES OUVRAGES**

### 4.1 **DESAMIANPAGE**

#### 4.1.1 **TRAVAUX DE DESAMIANPAGE**

La méthodologie pour les travaux réglementaires de désamiantage est laissée libre au choix de l'entreprise. Celle-ci devra joindre à son offre le dossier complet et détaillé de la méthodologie qu'il souhaite réaliser.

Le titulaire du présent lot devra tenir compte du plan de phasage des travaux pour réaliser les travaux de désamiantage.

La localisation des ouvrages à déposer est établie en fonction du rapport de repérage joint au dossier de consultation.

Les matériaux déposés seront collectés dans des sacs plastiques hermétiques étiquetés.

Les travaux ne pourront être réalisés qu'après accord du coordonnateur C.S.P.S. sur la méthodologie du retrait des matériaux.

#### 4.1.1 1 **DEPOSE DES MENUISERIES EXTERIEURES**

**Nota** : L'entreprise devra fournir ses modes opératoires validés et en cours de validité avant la réalisation des travaux.

**Localisation** :

*Suivant rapport diagnostic amiante.*

*Dépose des menuiseries dans les bureaux.*

#### 4.1.1 2 **GESTIONS DES DECHETS**

Trois documents participent à la gestion de l'élimination des déchets contenant de l'amiante :

- la FID : Fiche d'Identification des Déchets,
- Le BSDA : Bordereau de Suivi des Déchets contenant de l'Amiante,
- Le CAP : Certificat d'Acceptation Préalable.

Il sera précisé dans ces documents, la nature des matériaux contenant de l'amiante, le type d'amiante, la nature des autres déchets qui seront éliminés, les volumes et poids des matériaux. Dans les cas où plusieurs filières d'élimination sont retenues pour la même opération, il sera établi un dossier pour chaque centre.

Sont considérés comme déchets amiantés ou contenant du plomb tous les matériaux résultant du retrait des matériaux amianté ou contenant du plomb, tous les objets non parfaitement décontaminés, les filtres, les combinaisons et masques jetables, les éléments du confinement et les déchets résultant du nettoyage.

Tous les déchets provenant des travaux de désamiantage et déplombage seront évacués par l'entreprise titulaire en décharges spécialisées et agréées au fur et à mesure de l'avancée des travaux.

Les conditions de manutention doivent être prévues et organisées afin d'éliminer les risques liés à leur manipulation.

Le transport des déchets devra être effectué dans le strict respect des textes réglementaires régissant les transports de déchets générateurs de nuisances et le transport de matières dangereuses. Le transporteur devra justifier de son agrément pour ce type de transport.

L'organisation de l'élimination et le transport des déchets incombent à l'entreprise suivant le code de l'environnement (art. L541-2), jusqu'à leur prise en charge par l'installation de stockage.

Le détenteur des matériaux amiantés en a la responsabilité pendant la durée d'exécution de ses prestations.

**Nota** : Les déchets "amiante" seront stockés dans des bennes bâchées indépendantes.

**Nota** : Préalablement à la réalisation des travaux, l'entreprise devra présenter les FID, BSDA, et CAP pour validation par le maître d'ouvrage.

**Nota** : En fin de chantier, L'entreprise remettra l'ensemble des fiches de suivi des déchets et certificats de traitements et de réception en décharges spécialisées et agréées.